

## **Motion d'orientation syndicale adoptée au Congrès national du Syndicat des Instituteurs (2-5 août 1937)**

Le congrès, après avoir rappelé l'importance des conquêtes sociales dues à l'action combinée du Rassemblement populaire et des travailleurs eux-mêmes, Constate avec inquiétude qu'à la période des réalisations sociales succède une période nouvelle d'arrêt, de régression, caractérisée:

- par les tentatives du haut patronat qui remet en cause les réformes acquises;
- par un nouvel essai de la politique de déflation des salaires et d'augmentation des charges pesant sur les travailleurs;
- par la paralysie de l'institution parlementaire due à l'obstruction du Sénat dont les origines électorales, ni les principes démocratiques ne sauraient justifier les pouvoirs qu'il s'arroge;
- par la formation du cabinet actuel constituant incontestablement un échec du front populaire;
- par les menaces renouvelées du fascisme.

Le Congrès rappelle que la C.G.T., contrairement à certaines formulations qui n'ont pas voulu ou qui n'ont pas pu assurer la discipline de tous leurs adhérents, a, pour son compte, soutenu le gouvernement qui était l'émanation du Rassemblement populaire:

- qu'elle a souligné en son congrès d'unité de Toulouse l'insuffisance du programme économique et social élaboré en commun et proclamé sa volonté de poursuivre la réalisation de son propre plan.

Affirme:

1° le devoir impérieux du gouvernement de briser sans hésitation toutes les manoeuvres et toutes les tentatives que la faillite générale du régime capitaliste pourrait inspirer aux forces fascistes;

2° son attachement à la conception d'un syndicalisme libre de toute subordination vis-à-vis des organisations philosophiques, des partis politiques, des gouvernements, et toujours prêt à défendre son indépendance;

3° la nécessité pour la C.G.T. de maintenir encore sa collaboration active au Rassemblement populaire, non pour couvrir une politique de régression sociale dont l'accentuation devrait au contraire provoquer son retrait; mais pour rendre au rassemblement populaire sa volonté d'activité, sa puissance réalisatrice et lui permettre d'aborder avec succès les réformes de structure (nationalisation, du crédit, des assurances, des industries-clefs), réformes sans lesquelles seraient menacées les dernières conquêtes ouvrières et compromis l'espoir d'émancipation totale des travailleurs par la suppression du patronat et du salariat.